



Sénatrices
et Sénateurs

**SOCIALISTES &
RÉPUBLICAINS**

**LES ARGUMENTAIRES
DU GROUPE
SOCIALISTE ET RÉPUBLICAIN
DU SÉNAT**

Nous faisons le choix de la justice sociale et de l'équité fiscale

Depuis 2017, Emmanuel MACRON et son gouvernement ont mis en place une politique dont l'objectif est clair et assumé. Il s'agit de **favoriser les plus aisés des Françaises et des Français**, et d'espérer en vertu de la théorie du ruissellement, que cela se traduise par une amélioration générale du niveau de vie de la population.

Depuis trois années, les Socialistes n'ont eu de cesse d'indiquer que cette approche était à la fois **injuste sur le plan politique et inefficace sur le plan économique**. Malgré les crises et les échecs, le gouvernement s'entête et n'obtient qu'un seul résultat : **la hausse des inégalités en France et la précarisation des plus fragiles**. Elle fait partie des risques encore plus grands en

période de crise comme c'est le cas désormais.

Il existe pourtant des **alternatives crédibles qui ont fait leur preuve** mais dont le gouvernement ne veut pas entendre parler. Le Président des puissants et des très riches s'est en effet engagé à ne pas les mettre à contribution durant son mandat.

..... 1. Des résultats indéniablement mauvais

Après trois budgets portés par le gouvernement, il est possible de faire un état très détaillé sur les conséquences des mesures mises en œuvre sur le pouvoir d'achat des ménages.

Les chiffres ci-dessous reflètent l'impact des décisions politiques prises en matière socio fiscales depuis l'élection d'Emmanuel MACRON.

- ▶▶ Pour les 10% de Français les plus précaires, leur niveau de vie a régressé entre 2018 et 2020 ; pour les 5% de Français les plus pauvres, il s'agit d'une perte annuelle de 240 €.
- ▶▶ Pour les 5% de Français les plus riches, il a connu la plus forte variation sur la période, avec une progression de 2,6%. Cela représente plus de 2900 € de gain par an.
- ▶▶ Cette progression est même de 6,4% pour le centile le plus élevé de la population, c'est-à-dire le 1% des plus riches ;

2. Pour les très riches et les entreprises : des mesures très fortes

- ✓ Suppression de l'ISF et mise en place de la « flat tax » ;
- ✓ Suppression de l'exit-tax ;
- ✓ Assouplissement du droit du travail et volonté de barémiser les licenciements ;
- ✓ Baisse de l'impôt sur les sociétés pour les grandes multinationales ;
- ✓ Suppression de la taxe d'habitation pour les 20% de contribuables les plus aisés sans aucune compensation fiscale ;
- ✓ Doublement du CICE en 2019
- ✓ Baisses massives de cotisations patronales ;
- ✓ Suppression de la part à 20% de taxe sur les salaires pour les salaires supérieurs à 152000 €.

3. Pour les autres : des réformes comptables pour faire des économies

- ✓ Baisse de 5€ des APL ;
- ✓ Durcissement de l'accès au chômage ;
- ✓ Volonté de baisse des retraites et d'augmentation de la durée de cotisation ;
- ✓ Coupes récurrentes dans les budgets sociaux ;
- ✓ Arrêt de la compensation des dépenses de la Sécurité sociale ;
- ✓ Alourdissement de la fiscalité des Français de l'étranger les plus modestes ;
- ✓ Baisses massives de cotisations patronales ;

4. Un besoin de justice et d'équité fiscale

Nous voulons davantage de justice sociale et nous sommes convaincus que cela ne saurait passer que par davantage d'équité fiscale. Depuis 2017, nous portons des mesures pragmatiques qui pourraient aller dans ce sens pour rééquilibrer la fiscalité en France et aller vers davantage de cohésion sociale et de dynamisme.

► En matière de fiscalité des revenus

- Augmentation du nombre de tranches et lissage des seuils pour plus d'équité de traitement ;
- Fusion de l'impôt sur le revenu, de la CSG et de la CRDS pour rendre ces dernières progressives et moins peser sur le budget des plus modestes ;
- Avec le prélèvement à la source, création d'un impôt

négatif pour les plus modestes pour rendre plus automatique la redistribution des riches ;

► En matière de fiscalité du patrimoine

- Réforme complète des droits de succession, incorporant les encours d'assurances-vie, pour plus de cohérence et pour inciter au transfert d'argent vers la jeunesse
- Création d'un nouvel impôt de solidarité sur le capital (ISC),

successeur de l'ISF, incorporant des incitations sociales et environnementales fortes

► En matière de fiscalité économique

- Rendre progressif l'impôt sur les sociétés en fonction de la taille de l'entreprise et de ses bénéfices d'une part, mais aussi en fonction de la mise en œuvre de mesures liées à la responsabilité sociale, sociale et environnementale des entreprises ;



Sénatrices
et Sénateurs
**SOCIALISTES &
RÉPUBLICAINS**

CONTACT

www.senateurs-socialistes.fr

 www.facebook.com/Lessenateurssocialistes

 [@senateursPS](https://twitter.com/senateursPS)